



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité bidépartementale Eure Orne

Evreux, le 17 octobre 2025

Nos réf. : UBDEO.ERA.2025.09.285.SG

Vos réf. : UBDEO/ERA/23/61

Affaire suivie par : Sarah GAUTIER

Tél. : 02 32 29 62 50

Courriel :

ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Monsieur le directeur

NUFARM

Notre Dame de la Garenne

27600 GAILLON

jean-philippe.auriat@nufarm.com

Objet : Société NUFARM à Gaillon - Levée de mise en demeure du 29 juin 2023

Monsieur le directeur,

Lors de la visite du 21 février 2023, l'inspection a constaté le non respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, par exemple sur la périodicité des mesures ou des valeurs limites d'émission, et a relevé le caractère non adapté de certaines prescriptions (suivi de Composés Organiques Volatils dans un atelier qui n'utilise pas de solvant ...).

Ainsi, par arrêté préfectoral du 29 juin 2023, la société NUFARM a été mise en demeure de respecter sous un délai de 6 mois :

- les dispositions de l'article 3.2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en remettant une **étude de caractérisation des paramètres des émissaires**,

- les **valeurs limites des concentrations** dans les rejets atmosphériques les plus contraignantes :

- soit en respectant les dispositions des articles 3.2.4.7.2 à 3.2.4.11 l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015,
- soit en respectant les dispositions de l'article 27 et l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en ce qui concerne ses rejets atmosphériques et plus particulièrement les valeurs limites des concentrations de polluants rejetés,

- les **périodicités de mesures** les plus contraignantes :

- soit en respectant les dispositions des articles 9.2.1.2 à 9.2.1.11 l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015,
- soit en respectant les dispositions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en ce qui concerne ses rejets atmosphériques et plus particulièrement les valeurs limites des concentrations de polluants rejetés.



L'exploitant a remis le 12 décembre 2024 une « Étude de caractérisation des rejets atmosphériques » complétée par le courrier du 14 février 2025.

Par ailleurs, pour faire suite à la parution le 12 décembre 2022 du document (de référence) Bref WGC relatif au traitement des gaz résiduels dans l'industrie chimique et conformément à l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, l'exploitant a remis le 12 décembre 2023 un dossier de réexamen au titre de la directive européenne IED. Pour compléter, l'inspection a demandé à l'exploitant la réalisation d'un bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 (arrêté relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460), à échéance octobre 2025.

L'inspection considère que les prescriptions de mise en demeure en date du 29 juin 2023 sont dorénavant respectées, ceci en tenant compte du fait que :

- l'exploitant a réalisé un travail de caractérisation permettant de répondre à une partie de la mise en demeure ;
- l'instruction du dossier de réexamen IED et du bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 permettront de consolider le respect de la mise en demeure par l'exploitant. L'inspection prendra en compte l'instruction de ces 2 dossiers (notamment dans leurs composantes rejets atmosphériques et évaluation des risques sanitaires) afin d'acter les nouvelles prescriptions d'exploiter dans un arrêté préfectoral complémentaire. Cet arrêté sera proposé courant 2026.

Je vous informe que **la mise en demeure est considérée levée**.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
le chef de l'unité bidépartementale Eure-Orne

Frédéric POULEAU